

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 126/03-2017

L'ONU encourage les Etats d'Afrique centrale à mettre en œuvre la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme

Yaoundé (Cameroun), 1^{er} juin 2017– Les discussions sur les mesures à prendre pour faire face aux menaces et aux activités terroristes ont occupé une place importante dans l'agenda de la 44^e réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), dont les travaux des experts ont pris fin le 31 mai après trois jours intenses et denses. Le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, a vivement encouragé la sous-région à faire bon usage de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre adoptée à Libreville en novembre 2015. « J'espère sincèrement que les Etats membres du Comité s'approprient pleinement la stratégie et sa mise en œuvre sous les auspices de la CEEAC [Communauté économique des Etats d'Afrique centrale] », a-t-il souligné dans un message lu par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, lors de la cérémonie d'ouverture de la session ministérielle le 1^{er} juin. Il a réitéré la disponibilité de l'ONU à accompagner cette dynamique et à continuer à soutenir les efforts nationaux et régionaux pour lutter contre ce fléau, et en particulier Boko Haram.

« La résolution 2349, récemment adoptée par le Conseil de sécurité, témoigne de l'engagement des Nations Unies et de ses Etats membres à aider les pays affectés en Afrique centrale et de l'ouest », a rappelé le Secrétaire général de l'ONU. Cette résolution salue, entre autres, l'impact positif des actions de la Force multinationale mixte (FMM) et réaffirme la détermination des Nations Unies à apporter l'appui nécessaire à la mise en place des initiatives visant à prévenir le terrorisme, y compris à travers les projets de développement dans les régions concernées. Autrement dit, il s'agit de mutualiser les moyens pour s'attaquer aux conditions propices à la propagation du terrorisme, dont les conséquences néfastes ont été développées par des experts de la Commission du Bassin du Lac Tchad et de la FMM.

Dans cette perspective, et pour trouver des réponses concertées aux maux qui freinent le développement et l'intégration régionale, le Secrétaire général des Nations Unies a dit être « entièrement engagé à renforcer le dialogue et la coopération avec l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales », y compris la CEEAC - dont le représentant ainsi que celui de l'UA ont pris part aux travaux de Yaoundé. « Pour mieux servir les peuples d'Afrique », M. António Guterres entend travailler étroitement avec ces entités dans des domaines précis, notamment l'alerte précoce, la prévention, la médiation et la gestion des conflits. Son message à la 44^e réunion de l'UNSAC met en relief plusieurs foyers de tensions qui préoccupent la communauté internationale. Dans les pays plongés dans une crise politique et sécuritaire, il appelle les parties prenantes à investir et à s'investir dans une solution pacifique, en privilégiant un « dialogue de bonne foi ».

Le Secrétaire général de l'ONU a particulièrement insisté sur la situation au Burundi, en République démocratique du Congo, au Cameroun, au Congo et en République centrafricaine. Le cas dans ce dernier pays a fait l'objet d'un exposé, qui a permis d'évaluer la dimension régionale de la crise centrafricaine et de poursuivre les réflexions sur les voies et moyens d'en sortir. Dans une Déclaration adoptée à l'issue de leurs travaux, les ministres et chefs de délégations des Etats membres de l'UNSAC ont renouvelé leur solidarité à la République centrafricaine (RCA). Ils demandent aussi avec « insistance au Conseil de sécurité de mandater la MINUSCA en vue de soutenir et appuyer les forces de défense et sécurité centrafricaines dans leur mission de stabilisation, notamment à l'Est, dans un contexte de retrait des forces américaines et ougandaises luttant contre l'Armée de résistance au seigneur [LRA] ».

Outre la Déclaration sur la RCA, les ministres et chefs de délégations des Etats membres de l'UNSAC ont adopté une autre relative à la « revitalisation des activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale ». Le Ministre camerounais des Relations extérieures, en sa qualité de nouveau président du Comité pour les six prochains mois, assurera la mise en œuvre des différentes décisions prises au cours de cette session ainsi que des réformes recommandées suite à l'évaluation critique du fonctionnement de l'UNSAC. Il en fera le point lors de la 45^e réunion du Comité prévue en principe à Kigali au plus tard en décembre 2017. Dans son allocution, le Ministre Mbella Mbella a rassuré les uns et les autres par rapport à l'engagement du Cameroun dans la conduite de cette mission et dans la recherche des solutions durables aux défis auxquels est confrontée l'Afrique centrale. Au sein du bureau du Comité, il est assisté par le Rwanda (1^{ere} vice-présidence), le Congo (2^e vice-présidence) et le Tchad (Rapporteur).